

# La RELIGION DOIT ÊTRE UN POTENTIEL DE RAISON

Entretien avec Jean-Marc Ferry

Propos recueillis par Michaël Bar-Zvi

Titulaire de la Chaire de Philosophie de l'Europe à l'université de Nantes, Jean-Marc Ferry est un philosophe d'une grande rigueur qui a largement contribué à faire connaître en France la pensée de J. Habermas dont il est l'un des traducteurs. Jean-Marc Ferry est un fervent défenseur de l'Europe, non pas comme structure administrative mais comme vecteur d'une identité constructive ou plutôt reconstructive. L'Europe est le lieu du « post-national » dans lequel les nations se confrontent sans violence, selon le modèle imaginé par Kant dans son ouvrage sur « la paix perpétuelle ». Pour Jean-Marc Ferry il ne s'agit pas de créer un fédéralisme européen mais de conserver l'identité des nations afin qu'elles assurent la transmission de leur culture. **La religion est, à ses yeux, une expérience qui mène à la réflexion.**

■ *Pensez-vous que nous assistons, comme l'avait prédit A. Malraux, à un retour du religieux ou de la religion depuis le début du siècle ? Ou bien est-ce plutôt un recours qu'un retour ?*

J'aurais aimé pouvoir vous répondre par oui ou non, sur le « retour » comme sur le « recours ». Mais la question se pose différemment - ou du moins appelle-t-elle des réponses différenciées - suivant qu'elle concerne la globalité de la planète, ou seulement l'Atlantique Nord, ou l'Europe plutôt que les Etats-Unis et le Canada, ou l'Europe de l'Ouest plutôt que l'Europe de l'Est et du Centre, ou, en Europe de l'Ouest, plutôt les terres catholiques (ou post-catholiques) que les pays protestants.

A mon avis, la question d'un retour/recours, à propos du religieux, se pose surtout en ce qui concerne les pays ex-catholiques d'Europe occidentale. Pourquoi ? -

Parce que, sauf exceptions (Portugal, Irlande), des pays tels que la France, l'Italie, l'Espagne, et même la Belgique, ont enregistré une déchristianisation galopante, si l'on s'en remet aux statistiques de fréquentation des églises et aux enquêtes sur l'intensité de la pratique religieuse. Celle-ci s'est indéniablement relâchée dans des proportions et à un rythme qui ont fait penser que la sécularisation serait un corollaire absolu de la modernisation ; que, par conséquent, la religion serait appelée à reculer à proportion des avancées de la modernisation. C'est ce qu'en sociologie de la religion on a pu nommer « théorème du jeu à somme nulle ».

Quel rapport avec l'idée d'un « retour du religieux » ? - Le thème n'a quelque chance d'être pertinent que là où il y aurait eu - expression ambiguë - une « éclipse du religieux ». Or, c'est peut-être le cas dans les pays d'Europe

>  
page 8

occidentale d'ancienne tradition catholique. Bien sûr, je ne voudrais pas ignorer le fait massif d'un retour du religieux dans les pays européens qui furent soumis au joug soviétique, et j'y inclus la Russie. Dans ces pays, où Slaves, Baltes, Hongrois, Roumains, Albanais, ont été endoctrinés et privés de la liberté de culte sur plus de quarante ans, voire soixante-dix ans (pour la Russie), il est clair que le retour du religieux a revêtu une signification libératrice. Il avait d'ailleurs été amorcé avant la chute du Mur, mais de façon discrète, secrète, suivant, à ce qu'on dit, ce scénario typique, dans le cas de la Russie soviétique: orientation, d'abord, vers le paranormal, puis vers les religions orientales, puis vers les religions monothéistes dites du Livre, ou abrahamiques, ou prophétiques. Maintenant, je considère que « l'autre Europe » relève d'un cas à part, si important soit-il, car **il s'agit de populations où, encore une fois, un couvercle policier a pesé sur leur sentiment religieux dont on ne sait comment il évoluera maintenant.** Il est possible que l'on assiste en Europe centrale, puis orientale, au même tassement des pratiques religieuses qu'en Europe occidentale.

En ce qui concerne l'Europe de l'Ouest de tradition catholique, le « retour du religieux » me semble être en revanche une possibilité ouverte, mais à condition qu'il ne s'agisse justement pas d'un retour. La notion de « retour » serait, en l'espèce, fallacieuse et trompeuse, car nos orientations, religieuses ou athées, sont devenues largement « réflexives ».

Qu'est-ce à dire? - L'option religieuse a cessé d'être évidente dans les sociétés marquées par ce que le philosophe, Charles Taylor,

nomme « âge séculier ». L'option par défaut, si l'on peut dire, y serait maintenant plutôt l'athéisme. Être croyant a cessé d'être de soi, cela n'a plus rien d'automatique. Il ne s'agit plus d'un fait de naissance ou d'appartenance, mais plutôt du résultat de démarches personnelles, de questionnements. C'est pourquoi le mot « retour » est inapproprié pour caractériser la perspective d'un éventuel regain de spiritualité. Ce serait l'envisager comme de l'extérieur.

### **CEPENDANT, JE N'EXCLUS PAS, EN FRANCE, UNE RÉACTIVATION DU RELIGIEUX, C'EST-À-DIRE LA CONCRÉTISATION D'UN INTÉRÊT PRIS AUX QUESTIONS EXISTENTIELLES FONDAMENTALES.**

Pourquoi ces questions sont-elles, un temps, passées à l'arrière-plan? Les explications qui me viennent à l'esprit (dérivatives de l'angoisse par les attraites de la société de consommation, assimilation des religions à un pouvoir régressif et répressif, adhésion à des idéologies de substitution), ces motifs peuvent, au fond, être conjoncturels. Passées, en effet, les illusions de bonheur compensatoire, induites par les promesses matérialistes, on se retrouvera autant et plus qu'auparavant ouverts aux horizons spiritualistes. C'est ce qui me paraît se tramer, aujourd'hui.

**■ Un siècle après la loi sur la séparation entre l'Etat et le culte, ne sommes-nous pas les témoins de l'érosion de ce modèle de société? Le concept de laïcité a-t-il encore un sens, hormis la neutralité du pouvoir en matière de religion?**

Notre principe de laïcité révèle ses propres limites, dans la mesure où il durcit une certaine « excommunication » politique du religieux, ou, si

l'on préfère, une forme de privatisation de la conviction religieuse, au nom de la responsabilité politique. Je crois déceler des tendances qui mettent ce principe en question. Il s'agit notamment de nouvelles attentes de reconnaissance (réclamation de droits d'identité ou d'expression culturelle, linguistique, culturelle), de nouveaux problèmes de société en demande de règlement juridique (GPA, PMA, adoption d'enfants par

religieuse, résulterait une situation, où les religions seraient davantage intégrées dans nos espaces publics. Une telle perspective n'est alors raisonnablement envisageable que sous certaines conditions: du côté des religions, intérioriser les principes d'une société ouverte, soit, principalement: le faillibilisme, le criticisme, le perspectivisme; du côté des politiques, assouplir la raison publique en l'ouvrant à des registres expressifs qui prennent en considération les manifestations (attestations, témoignages) d'expériences vécues.

**■ La nouvelle question religieuse ne semble-t-elle pas être plutôt une question politique qu'une interrogation sur le sens dans un monde désenchanté?**

L'interrogation sur le sens dans un monde désenchanté serait plutôt une question philosophique qu'une question religieuse. Cette interrogation devient même, sous nos latitudes, une tarte à la crème de la philosophie mondaine. Mais qu'appelle-t-on « nouvelle question religieuse »? Si vous faites référence au livre de Jeremy Gunn, qui porte ce titre, **il s'agit clairement, en effet, d'une question politique sur l'attitude à adopter et les mesures à prendre de la part des Etats face aux problèmes posés par la montée des mouvements radicaux et le développement des sectes.** Ce problème est important, mais mon approche de la question religieuse est très différente. Elle interroge plutôt la « situation spirituelle de notre temps », pour reprendre une formule du philosophe, Karl Jaspers, tout en tâchant de présenter de la religion un concept renouvelé par rapport aux approches conventionnelles. L'enjeu

est que l'idée de la religion ne soit plus renvoyée à des formes historiques passées, déclassées par le progrès des sciences positives, mais que l'on puisse au contraire voir dans la religion en général un potentiel de raison, qui n'a pas dit son dernier mot. Je me soucie de présenter la religion comme une forme symbolique évolutive, dont, si j'ose dire, l'avenir n'est pas derrière elle.

■ **Les sociétés libérales ont confiné l'expérience religieuse à la sphère privée, pourtant nous constatons que le besoin de communauté est de plus en plus fort et qu'il s'exprime à travers des associations dont le fondement est religieux. Le religieux, dans son sens originel, n'est-il pas aussi un moyen de créer du lien ?**

Ma réponse est « oui » à vos deux questions (s'il y en a deux, au demeurant, pas très ouvertes, n'est-ce pas ?). Je partage votre diagnostic en ce qui concerne le confinement de l'expérience religieuse à la sphère privée. Cela résulte sans doute de l'histoire européenne, singulièrement, des guerres de religion. Elles ont failli disloquer les sociétés, à l'aube de l'âge moderne. Songez que la guerre de trente ans (1618-1648) aurait fait au total cinq millions de victimes, en terre germanique, sur les vingt millions d'habitants du Saint Empire ! Je pense aussi aux conversions forcées, imposées notamment aux juifs d'Europe, pas seulement en Espagne. A l'évidence, ils conservaient leur identité religieuse, mais devaient pratiquer en secret. En France et en Angleterre, c'est au cantonnement de la conviction religieuse dans le « for intérieur » (l'expression date de l'époque) de la conscience privée individuelle, que l'on doit

la véritable résolution des conflits entre catholiques et protestants.

La privatisation de la conviction religieuse est une voie de pacification qui prolonge le principe « *cujus regio, ejus religio* » (« Tel pays, telle religion »), lequel exige des gens qu'ils adoptent la même religion que leur prince. Elle fut salutaire en son temps, mais révèle aujourd'hui ses limites. Elle tend à déliter la croyance, car toute conviction a besoin d'être éprouvée au feu de confrontations, certes, civiles, paisibles, mais ouvertes, publiques. Ainsi disait Kant : « *Penserions-nous beaucoup et penserions-nous bien, si nous ne pensions pas pour ainsi dire en commun avec les autres qui nous font part de leurs pensées et auxquels nous communiquons les nôtres ?* ».

**Oui, la pensée, la vie de l'esprit, a besoin de communautés de communication.** Les communautés religieuses en sont une figure première, mais elles doivent s'ouvrir, au sens fort, afin d'être en phase avec la réflexivité requise. Soit dit en passant, je ne suis pas certain qu'il faille voir dans l'étymologie latine du mot religion un religere ou un religare signifiant l'élément qui nous relie. Peut-être le mot religio résulte-t-il d'une contraction de lex et de rex (au génitif : *legis, regis*) : la loi et le roi.

**pensez à l'axiome traditionnel en terre française: « une foi, une loi, un roi »; et le droit romain prévoyait qu'un peuple possédant lex et rex puisse par-là être crédité d'une religion... c'est un long débat.**

Maintenant, il est vrai que lex, la loi, est originellement à comprendre comme ce qui nous lie. C'est ainsi que les Pères de l'Eglise ont compris la religion.

■ **Avec la montée de l'islam intégriste les enjeux de la religion ne sont-ils pas devenus des enjeux géopolitiques et stratégiques ?**

Egalement mais pas seulement. Il n'est d'ailleurs pas évident qu'avec l'islamisme nous ayons affaire à une religion. Certes, le salafisme est un mouvement religieux de l'islam sunnite. Il fournit son idéologie de combat à l'islamisme. Mais l'islamisme n'est pas lui-même une religion ; ou, dirait-on, c'est une « religion politique ». J'emprunte l'expression au philosophe, Eric Voegelin, dans un ouvrage qui date de 1938. Par cette expression, Eric Voegelin visait ce que nous nommerions « idéologies totalitaires » ; à son époque, le stalinisme et l'hitlérisme, les deux grands totalitarismes européens.

**A présent, l'ennemi totalitaire se réclame de l'islam radical.** Mais il n'en est pas moins que ses prédécesseurs une religion politique. Une tendance des intellectuels musulmans que je connais, et qui sont des amis, serait de combattre ce fléau avec des arguments philosophiques, moraux, théologiques. Pourquoi pas ? Mais la question, me semble-t-il, n'est pas avant tout doctrinale, même s'il est vrai, comme le pensait et disait, Mohammed Arkoun, que l'on a fait du Coran un « corpus officiel clos » qui appelle une critique rénovatrice,

menée en profondeur. Cependant, la donnée internationale, géopolitique, est une dimension majeure du problème. Elle ne doit pas être sous-estimée.

■ **Le retour du religieux n'est-il pas un des avatars de la postmodernité et du multiculturalisme ambiant, et pour reprendre vos concepts le moment où la communauté de convictions reprend le pas sur la communauté de dispositions ?**

En parlant d'une « communauté de dispositions », je visais une forme de dépassement des communautés traditionnelles, et je pensais aux sociétés libérales. Cela peut sembler paradoxal, car on a coutume de dire que nos sociétés modernes, individualistes, ont rompu avec le principe communautaire, hiérarchique, des sociétés traditionnelles. « Communauté de dispositions », cette expression renvoie à l'idée d'un fondement « communautaire », oui, des sociétés modernes, libérales et individualistes quant à leur principe. Il s'agit de dispositions communes à accepter le principe d'une constitution politique reposant sur le droit.

**Votre question me paraît alors insinuer que le retour du religieux aurait partie liée avec une critique des droits de l'homme, la stigmatisation d'un éthos individualiste, dit parfois « droit de l'hommiste ».**

C'est possible, si l'on cible le milieu intellectuel. Il existe là une tendance à porter la critique à l'encontre d'une « religion athée » des droits humains, laquelle conduirait à isoler l'individu dans la masse en créant un vide social. Les porteurs ou colporteurs de ce genre de critique ne sont pas nécessairement eux-mêmes des adeptes du multiculturalisme, du retour aux communautés « chaudes » et, finalement, d'une forme abâtardie de religion. Mais ils en portent une responsabilité, dans la mesure où ils s'en tiennent à un diagnostic pessimiste sur « la situation spirituelle de notre époque ». ■